



Commission Locale de l'Eau SAGE de l'Odet



Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Odet

III- Enjeux, objectifs et actions

3. Prescriptions et recommandations

Novembre 2005



Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Odette comprend 3 dossiers :

Dossier 1 : Etat des lieux

Ce dossier regroupe trois documents :

- 1. Rapport général**
- 2. Atlas cartographique**
- 3. Diagnostic et constat des groupes thématiques**

Dossier 2 : Tendances évolutives à l'horizon 2015

Dossier 3 : Enjeux, objectifs et actions

Ce dossier regroupe quatre documents :

- 1. Contexte général du SAGE**
- 2. Plan d'Aménagement et de Gestion des Eaux**
- 3. Prescriptions et recommandations**
- 4. Fiches actions**

Présent document →

Sommaire

PREAMBULE	5
TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE	9
Article 1 - Entrée en vigueur du sage.....	9
Article 2 - Application du règlement du sage	9
Article 3 - Information et consultation préalable de la cle.....	9
Article 4 - Révision et modifications du sage	9
TITRE II - INONDATIONS	11
Article 5 - Ouvrages de régulation des crues	11
Article 6 - Champs naturels d'expansion des crues	11
Article 7 - Préservation des talus	11
<i>Recommandation 1 - Ruissellement urbain : schémas directeurs d'eau pluviale.....</i>	<i>11</i>
<i>Recommandation 2 - Plan communal de secours de l'Agglomération de Quimper</i>	<i>12</i>
TITRE III - QUALITE DE L'EAU	15
Article 8 - Objectifs de qualité des eaux superficielles.....	15
Article 9 - Assainissement non collectif – Opérations groupées prioritaires de réhabilitation	16
Article 10 - Protection rapprochée des cours d'eau	16
<i>Recommandation 3 - Périmètres de protection pour l'AEP</i>	<i>17</i>
<i>Recommandation 4 - Généralisation des bonnes pratiques agricoles.....</i>	<i>17</i>
TITRE IV - BESOINS ET RESSOURCES EN EAU	21
Article 11 - Répartition géographique des usages socio-économiques.....	21
Article 12 - Respect des milieux aquatiques	22
Article 13 - Stratégie d'alimentation en eau potable.....	24
Article 14 - Identification et protection des sites potentiels de stockage.....	24
<i>Recommandation 5 - Schéma d'alimentation en eau potable</i>	<i>24</i>
<i>Recommandation 6 - Recherche de ressources complémentaires pour l'AEP</i>	<i>25</i>
<i>Recommandation 7 - Rendements de réseau.....</i>	<i>25</i>
<i>Recommandation 8 - Harmonisation et centralisation des données.....</i>	<i>25</i>
<i>Recommandation 9 - Gestion de crise.....</i>	<i>25</i>

TITRE V - MILIEUX AQUATIQUES ET ZONES HUMIDES 29

Article 15 - Définition et inventaire des cours d'eau	29
Article 16 - Continuité écologique des cours d'eau	29
Article 17 - Protection des zones humides	30
<i>Recommandation 10 - Inventaire des cours d'eau et des zones humides</i>	<i>31</i>
<i>Recommandation 11 - Aménagement de berge et protection du caractère naturel du cours d'eau</i>	<i>31</i>
<i>Recommandation 12 - Plantations de berges</i>	<i>31</i>
<i>Recommandation 13 - Espèces invasives et risques de dissémination d'espèces indésirables</i>	<i>31</i>
<i>Recommandation 14 - Gestion piscicole patrimoniale</i>	<i>32</i>

TITRE VI - ESTUAIRE 35

Article 18 - Zonage des activités de l'estuaire	35
Article 19 - Commission estuaire et aménagements	37
Article 20 - Classement administratif du gisement du Perennou	37
Article 21 - Ports et pollutions	37
Article 22 - Zones de mouillage	37
<i>Recommandation 15 - Vers une gestion environnementale intégrée des ports de plaisance ...</i>	<i>38</i>
<i>Recommandation 16 - Classement des zones naturelles renforcées</i>	<i>38</i>

ANNEXES 41

Annexe 1 - Stations du réseau nodal « qualité » du SAGE	
Annexe 2 - Stations du réseau nodal « quantité » du SAGE	

PREAMBULE

Structure du document

Le document « Prescriptions et recommandations du SAGE » est décliné en six titres :

- Titre I : Dispositions générales relatives à la mise en œuvre du SAGE
- Titre II : Inondations
- Titre III : Qualité de l'eau
- Titre IV : Besoins et ressources en eau
- Titre V : Milieux aquatiques et zones humides
- Titre VI : Estuaire

Chaque titre est décliné en une série d'articles qui constituent les prescriptions du SAGE et précise l'application de la réglementation existante qui ne sera pas rappelée ici.

Une carte à la fin de chaque thème (Titre II à VI) complète et illustre le contenu des articles. Les cartes font référence dans la mesure du possible aux études initiales qui pourront être consultées afin notamment de préciser la nature et la localisation des éléments cités.

Les recommandations mentionnées après les prescriptions n'ont pas de portée juridique. Il s'agit d'actions soulignées par la CLE qui encourage fortement leur mise en œuvre, par l'administration, les collectivités et l'ensemble des acteurs.

La portée juridique du SAGE et de ses prescriptions est développée ci-après.

Portée juridique du SAGE

Opposabilité et hiérarchie des normes

Le SAGE découle de l'application de la loi sur l'eau de 1992. **Il est opposable à l'administration, ce qui signifie que ses objectifs généraux s'imposent à elle.** Le terme administration doit être compris au sens large : Etat, Collectivités locales (Communes, Département, Région) et établissements publics.

Le SAGE doit respecter la **hiérarchie des normes**. Il a une valeur supérieure aux autres arrêtés préfectoraux (autorisation loi sur l'eau, ICPE...) et aux actes des collectivités locales (arrêtés municipaux, délibérations...) mais il a une valeur inférieure aux lois et décrets. Il ne peut donc modifier des règles d'autorisation fixées par décret (ex : seuils de qualité fixés pour la potabilisation d'une eau de rivière).

Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE établi sur le bassin Loire Bretagne.

Le SAGE n'est pas opposable aux tiers. Les tiers sont concernés « par ricochet » au travers des autorisations administratives qui doivent être compatibles ou prendre en compte les objectifs du SAGE (l'administration peut interdire certaines activités afin d'atteindre les objectifs fixés par le SAGE).

De fait, le SAGE permet de préciser les critères d'application de la réglementation au contexte local. Le Préfet s'y réfère pour motiver ses décisions (valeur juridique, légitimité politique, contenu technique).

Notion de compatibilité

L'article L212.6 du Code de l'Environnement stipule que **les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec les dispositions du SAGE.**

En cas d'incompatibilité, les décisions antérieures peuvent donc être modifiées.

Cependant, cette notion de compatibilité (moins contraignante que la conformité) donne une **marge d'appréciation**, notamment sur les mesures envisagées pour atteindre les objectifs. La notion de compatibilité permet de tolérer des écarts mais pas de contradiction majeure.

Rôle du juge administratif

Le juge administratif appréciera la légalité des décisions administratives qui ne prennent pas suffisamment en considération les dispositions du SAGE. Le juge établira alors s'il existe une contradiction majeure entre une décision administrative et le SAGE.

Décisions concernées

Une liste indicative des décisions concernées est mentionnée dans la **circulaire du 15 octobre 1992** :

- installations, ouvrages, travaux soumis à Autorisation ou Déclaration au titre des décrets pris en application de l'article 10 de la loi sur l'eau (prélèvements, rejets, travaux en milieux aquatiques),
- les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (art. 11 de la loi sur l'eau),
- les périmètres de protection des captages,
- les affectations temporaires de débits à certains usages,
- les documents d'orientation et de programmation des travaux des collectivités territoriales et de leurs groupements visés à l'art. 31 de la loi sur l'eau (entretien des cours d'eau, approvisionnement en eau, maîtrise des eaux pluviales, protection contre les inondations, écosystèmes et zones humides...),

- la définition par les collectivités territoriales des zones d'assainissement collectif, des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols, des zones où il est nécessaire de prévoir des installations spécifiques de protection du milieu naturel,
- les actes de gestion du domaine public.

La loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 (art. 7) apporte des compléments : les articles L.122-1, L123-1, L124-2 du Code de l'Urbanisme prévoient désormais que les SCOT, les PLU, les POS et les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité définis par les SDAGE ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les SAGE.

Ces documents doivent être rendus compatibles dans les 3 ans après approbation du SAGE.

Notion de prise en compte

L'article L.212-6 du Code de l'Environnement prévoit que **les décisions administratives prises hors du domaine de l'eau doivent aussi prendre en compte les orientations du SAGE.**

Portée juridique du SAGE et du règlement

La portée juridique du SAGE reprend les principes codifiés à l'article L. 212-6 du Code de l'Environnement qui précise qu'une fois le SAGE approuvé, les décisions prises par l'autorité administrative dans le domaine de l'eau et de l'aménagement du territoire (PLU, POS, cartes communales, SCOT) applicables dans son périmètre doivent être compatibles ou rendues compatibles avec son contenu, les autres décisions administratives devant prendre en compte les dispositions du SAGE.

Les prescriptions réglementaires du SAGE et les cartes associées s'imposent à l'autorité administrative pour l'instruction de toute déclaration ou autorisation préalable à l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activités soumis à une procédure administrative et notamment la déclaration ou à l'autorisation en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE

Article 1 - Entrée en vigueur du SAGE

Le SAGE s'applique après l'accomplissement des formalités de publicité de l'arrêté préfectoral portant application de celui-ci.

Article 2 - Application du règlement du SAGE

Le Préfet est chargé de veiller au respect du règlement du SAGE.

L'Etat, la Région, le Département, les Communes et leurs établissements publics sont tenus, dans le cadre de leurs compétences respectives, de veiller à la compatibilité de leurs décisions avec le règlement du SAGE.

Article 3 - Information et consultation préalable de la CLE

La CLE sera tenue informée préalablement des réalisations, des documents, des programmes ou des projets structurants ayant une incidence notable sur la gestion de l'eau et des milieux aquatiques ainsi que des décisions préfectorales prises dans le domaine de l'eau (arrêtés d'autorisation,...). Un relevé annuel lui sera transmis par le Préfet mentionnant la nature des opérations, travaux ou équipements concernés, leur montant lorsqu'il est connu, ainsi que les dates d'arrêtés.

L'avis préalable de la CLE pourra être requis pour les réalisations, documents ou programmes qui sont de nature à modifier substantiellement l'équilibre des ressources en eau ou des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant (opérations d'aménagement, infrastructures et ouvrages d'art importants).

Article 4 - Révision et modifications du SAGE

Le SAGE peut être révisé ou modifié sur demande de la CLE ou de l'autorité administrative compétente lorsqu'elles jugent nécessaire de l'adapter à l'évolution du contexte environnemental, socio-économique, réglementaire, ou pour toute autre raison majeure.

Cette révision peut notamment concerner les objectifs de qualité d'eau suite à l'avancement des différents programmes d'action, suite à la révision du SDAGE et des objectifs de qualité liés à l'application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau n° 2000/60/CE, suite à l'évolution de la législation (loi sur l'eau,...).

TITRE II - INONDATIONS

Article 5 - Ouvrages de régulation des crues

Afin d'accroître le niveau de protection de l'agglomération de Quimper contre le risque d'inondation, des ouvrages de régulation des crues pourront être réalisés en amont de l'agglomération.

Afin de préserver cette possibilité, les sites susceptibles d'accueillir ce type d'ouvrage seront identifiés et protégés vis-à-vis de tous travaux, ouvrages, installations et équipements divers nouveaux lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à leur utilisation future potentielle pour la régulation des crues (se référer à la carte 1 ci-après).

Cette protection concerne notamment les documents d'urbanisme (PLU, POS, cartes communales).

Article 6 - Champs naturels d'expansion des crues

Les champs naturels d'expansion des crues ont une capacité d'écrêtement des crues, plus particulièrement pour les crues petites à moyennes. Ils doivent donc être identifiés et protégés.

Cette protection concerne notamment les documents d'urbanisme (PLU, POS, cartes communales) et les PPRI.

Article 7 - Préservation des talus

La protection contre les crues et l'érosion des sols doit viser à la préservation des talus existants sur le bassin versant, particulièrement les talus ayant un rôle stratégique sur les ruissellements (exemples : les talus de ceinture de fond de vallée, les talus de ceinture de plateau et les talus perpendiculaires à la pente des terrains).

La mise en œuvre de cette protection concerne les documents d'urbanisme (PLU, POS, cartes communales).

Toute destruction de talus stratégique sera conditionnée à la mise en œuvre de mesures compensatoires (déplacement de talus, création d'un talus dans un secteur sensible...). Toute ouverture permanente de talus stratégique sera positionnée de manière à ne pas aggraver les écoulements hydrauliques.

Recommandation 1 -

Ruissellement urbain : schémas directeurs d'eau pluviale

Dans le cadre de la réalisation ou de la révision de son PLU, de son POS ou de sa carte communale, chaque commune devra réaliser un schéma directeur des eaux pluviales afin de planifier, d'organiser la maîtrise du ruissellement des eaux des nouvelles zones urbanisées, et de veiller au bon fonctionnement des ouvrages existants.

Ce schéma doit conduire à réduire au débit naturel avant aménagement, le ruissellement instantané pour une pluie de fréquence décennale par la programmation des équipements nécessaires en fonction du développement urbain projeté dans les documents d'urbanisme.

Le schéma vise à définir dans la mesure du possible, l'emplacement et le dimensionnement des ouvrages et du réseau d'assainissement (avec traitement des eaux collectées) de manière prévisionnelle et globale, afin d'éviter le cumul d'opérations ponctuelles pouvant nuire à la cohérence générale de la gestion des eaux pluviales.

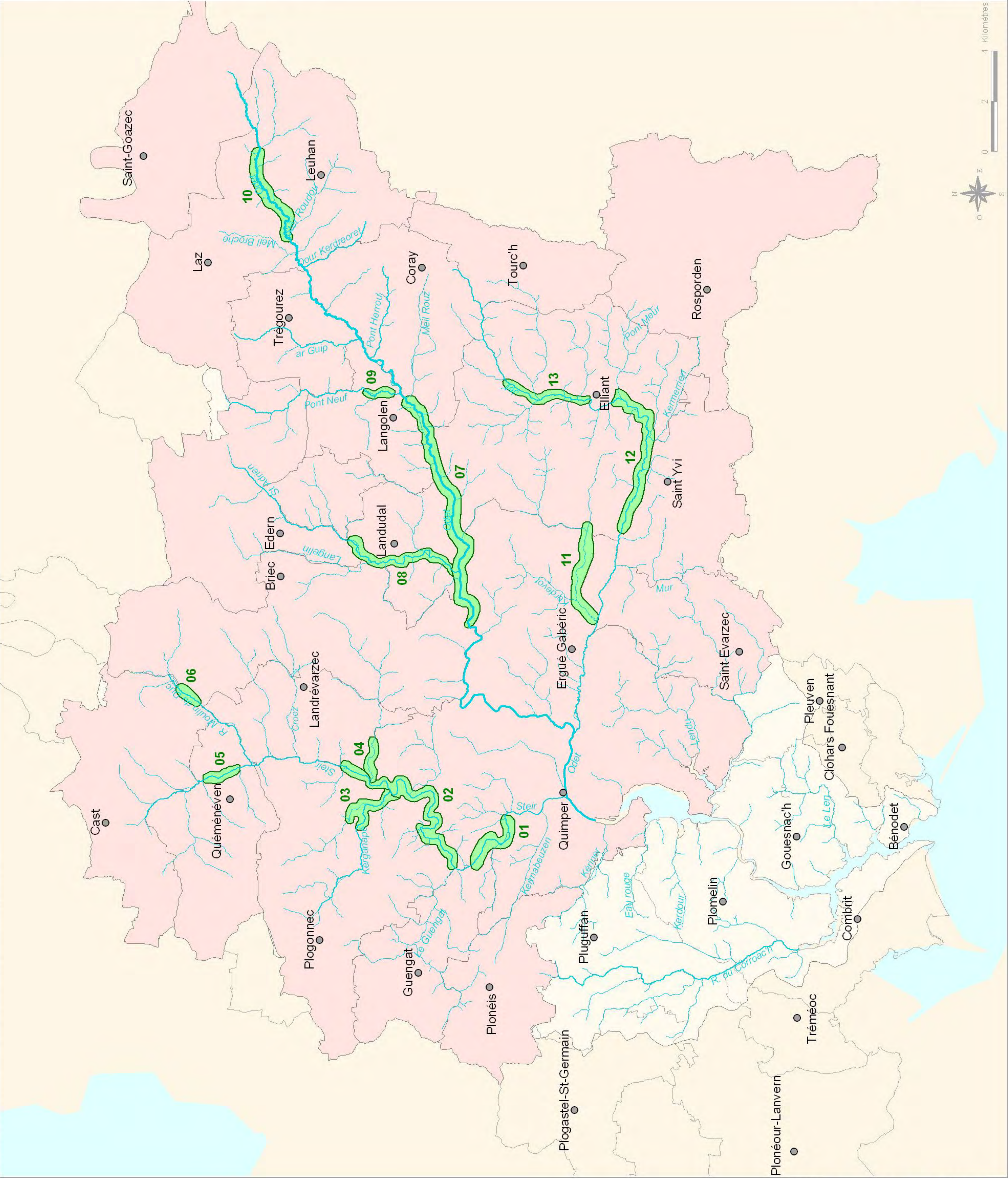
Le schéma privilégiera dans la mesure du possible, la mise en place des techniques alternatives (telles que des espaces verts inondables, noues, fossés drainants, puisards, chaussées drainantes, toitures terrasses...) afin de limiter le dimensionnement des bassins de rétention classiques (déversoirs d'orage, bassins de stockage à ciel ouvert).

Recommandation 2 -

Plan communal de secours de l'Agglomération de Quimper

Afin d'améliorer la gestion de crise en cas d'inondation, la CLE recommande l'établissement d'un plan de secours communal pour la commune de Quimper prévoyant notamment :

- l'information préventive de la population,*
- la formation des personnels concernés,*
- l'organisation de la gestion de crise : plan de circulation, cohérence avec les plans particuliers de secours des établissements sensibles, moyens de communication...*
- l'organisation des moyens humains et matériels d'assistance,*
- l'organisation et la localisation de la cellule de crise,*
- l'identification des locaux pouvant abriter les sinistrés,*
- l'identification des locaux pouvant abriter du matériel « sensible » déplacé,*
- l'incitation des responsables d'établissements accueillant du public (écoles, maisons de retraite, administrations et autres établissements) jugés « sensibles » à mettre en œuvre des plans particuliers de secours.*



Espaces présentant des potentialités pour le stockage temporaire

Bassin du Steir :

- 01 - De Bolhoat au Moulin de Troheir
- 02 - De Coateir au Moulin de la Lorette
- 03 - De Meil Roc'h à Goulet Ar Menez (Rau de Kerganapé)
- 04 - De Stang à Pont Quéau (Rau de Pennaryeun)
- 05 - De Kerampape Vihan à Meil Kerampape
- 06 - Ancien étang du Moulin du Duc (Rau du Moulin du Duc)

Bassin de l'Odet :

- 07 - De Pontic an Hénaff à Ty Ouront
- 08 - De Saint-Adrien à Kersaviou (Langelin et Rau de Saint-Adrien)
- 09 - De Pont Neuf au Moulin de Kernevez (Rau du Pont Neuf)
- 10 - De Kerespars à Kervabon

Bassin du Jet :

- 11 - De Veil Goz à Pont Ar Marc'hat (Rau de Kerdevot)
- 12 - De Cosqueric au Moulin du Jet
- 13 - De Treanna à Meil Elliant

TITRE III - QUALITE DE L'EAU

Article 8 - Objectifs de qualité des eaux superficielles

Le SAGE fixe des objectifs de qualité d'eau superficielle à atteindre d'ici 2015 afin d'atteindre le « bon état écologique » des masses d'eau et de satisfaire les usages de l'eau, tant socio-économiques que biologiques.

Ces objectifs sont définis sur 7 « points nodaux du SAGE » qui figurent à la Carte 2 ci-après. La station Tréodet reprend les objectifs assignés par le SDAGE sur le bassin. La localisation et la description des stations sont indiquées en Annexe 1.

L'Etat, la Région, le Département, les Communes et leurs établissements publics concourent par les décisions qu'ils prennent, chacun dans leur domaine de compétence, au respect de ces objectifs.

Ces objectifs seront réévalués ultérieurement au vu de l'évolution de la situation.

Les modalités de prélèvement et d'analyse se feront selon les normes en vigueur ; les analyses étant faites dans des laboratoires agréés.

Objectifs pour les cours d'eau du bassin amont

	Odet (Tréodet)	Stëir (Troheïr)	Jet (Kerampensal)	Ruisseau du Mur – St Cadou (Créac'h Quéta)	Ruisseau du Corroac'h (Meil Mor)
COD (V90 - mg/l)	4	4	5	7	7
NO ₃ (V90 - mg/l)	28	32	35	20	32
NO ₂ (V90 - mg/l)	0,03	0,03	0,1	0,1	0,1
NH ₄ (V90 - mg/l)	0,1	0,1	0,1	0,5	0,5
PO ₄ (V90 - mg/l)	0,1	0,1	0,5	0,5	0,5
Pest. totaux (µg/l)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
IBGN	16	16	16	16	16

Les objectifs sont donnés suivant le système national SEQ-Eau, en valeur V90 : les objectifs sont satisfaits si 90% des prélèvements annuel au point nodal ont des teneurs inférieures ou égales, exception faite des pesticides où la somme totale de toutes les molécules doit respecter l'objectif dans 100% des cas.

Objectifs pour la partie estuarienne du bassin

	Estuaire amont (Cale Neuve)	Estuaire aval (Kérouzien)
Pesticides totaux (μ /l)	0,5	0,5
E. Coli / eau (u/100 ml)	2 000	2 000
E. Coli / coquillage* (NPP**/100 g de chair et de liquide intervalvaire)	-	Classement conchylicole B (90% des mesures < 4 600 et 100% des mesures < 46 000)
Métaux lourds / coquillage* (mg/kg de chair humide de coquillage)	-	Classement conchylicole B (en moyenne : Pb \leq 1,5 ; Cd \leq 1 ; Hg \leq 0,5)

* Coquillages appartenant au groupe des bivalves non fouisseurs

** NPP : Nombre le Plus Probable cultivable

Article 9 - Assainissement non collectif – Opérations groupées prioritaires de réhabilitation

Afin d'orienter l'action en priorité dans le sens de la préservation des ressources destinées à l'alimentation en eau potable et dans le sens de la préservation des activités liées aux sports nautiques, à la baignade, à la pêche à pied et à la conchyliculture, des priorités géographiques sont identifiées pour la mise en œuvre d'opérations groupées de réhabilitation.

Ces priorités géographiques sont les suivantes : bassin versant du Steïr, bassin versant du ruisseau du Mur - Saint Cadou, rives de l'estuaire, abords des périmètres de protection des captages d'eau destinés à l'alimentation en eau potable.

Article 10 - Protection rapprochée des cours d'eau

Afin de préserver les abords de cours d'eau des pollutions par les produits phytosanitaires, il sera établi une bande de protection de 1 m minimum le long des cours d'eau, sans préjudice des autres réglementations plus restrictives éventuellement en vigueur ou à venir.

Dans cette bande de protection, toute application de ces produits sera proscrite.

Recommandation 3 - Périmètres de protection pour l'AEP

La CLE rappelle que conformément à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, les procédures de la totalité des périmètres de protection (captages, forages, prises d'eau superficielles) doivent impérativement être achevée d'ici 2010.

Recommandation 4 - Généralisation des bonnes pratiques agricoles

La CLE recommande d'étendre les actions de reconquête de la qualité de l'eau type BEP à l'ensemble du bassin versant de l'Odé afin de généraliser les actions de réduction des pollutions diffuses d'origine agricole (déjections animales, phytosanitaires, engrais), et notamment :

- actions de raisonnement de la fertilisation et de maîtrise des produits phytosanitaires, de type engagement individuel,*
- opérations de communication, d'information et de formation ; la ferme de Kerlavic pourrait servir de plate-forme d'échanges et de démonstrations techniques pour les agriculteurs et de valorisation des résultats obtenus auprès du grand public,*
- généralisation des bandes enherbées,*
- classement des parcelles à risque,*
- couverts végétaux en inter-culture,*
- résorption des excédents.*

Enjeu :

Satisfaire les usages de l'eau et les objectifs de "bon état" écologique des masses d'eau

AEP:

Garantir la qualité de l'eau potable (Steir, captages)

Loisirs nautiques :

Réduire la pollution bactériologique à un niveau compatible avec l'exercice de la baignade et des sports nautiques (estuaire)

Conchyliculture :

Permettre la pêche des coquillages et la conchyliculture (estuaire)

Milieux aquatiques :

Atteindre le "bon état" pour les milieux aquatiques

Isades littorales.

Satisfaire les usages littoraux

Objectifs de qualité :

Critères de satisfaction des objectifs

11 - Les objectifs de qualité physico-chimique des eaux sont donnés selon le système SEQ Eau :

Ils sont satisfaits si 90% des prélèvements au point nodal ont des teneurs inférieures ou égales aux valeurs affichées (exception faite des pesticides totaux où l'objectif doit être respecté dans 100% des cas).

2 - L'objectif de classement conchylicole B pour l'estuaire implique :

- 90% des prélèvements inférieurs à 4 600 E.Coli et aucun prélèvement supérieur à 46 000 E.Coli (par 100 g de chair et de liquide intervalvaire).

- des teneurs moyennes inférieures à 1,5 mg pour le plomb, 1 mg pour le cadmium et 0,5 mg pour le mercure (par kg de chair humide de coquillage).

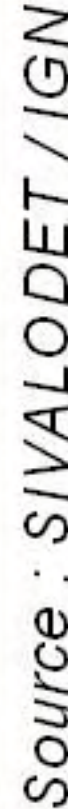
Les objectifs de qualité font l'objet de l'article 9 du règlement.

Stations de référence :

Station de référence du point nodal du SDAGE (n° 182 000),
retenu également dans le SAGE

- Autres points de référence pour l'évaluation des objectifs du SAGE

La description des stations est précisée à l'annexe 1 du règlement.



TITRE IV - BESOINS ET RESSOURCES EN EAU

Article 11 - Répartition géographique des usages socio-économiques

Afin d'optimiser les ressources locales en eau superficielle il est procédé à une répartition des priorités géographiques des usages en fonction des ressources.

Un ordre hiérarchique des usages est retenu :

- Priorité 1 : Alimentation en Eau Potable
- Priorité 2 : Industrie Agro-Alimentaire
- Priorité 3 : Piscicultures

Actuellement il n'existe pas de concurrence entre ces usages. Toutefois, la recherche de ressources complémentaires en étiage pour l'AEP, usage prioritaire, peut faire peser un risque pour l'industrie, les piscicultures et pour les potentialités biologiques des milieux aquatiques.

Le bassin du Steïr

Sur le bassin versant du Steïr, l'usage de l'eau est prioritairement consacré à l'alimentation en eau potable publique, en particulier celle de l'agglomération Quimpéroise à partir de la prise d'eau de Troheïr.

Toute création de nouvelle installation de prélèvement est strictement limitée et subordonnée à une étude démontrant qu'elle ne porte pas atteinte à l'AEP publique.

Le bassin de l'Odet

Sur ce bassin, la priorité correspond à l'usage pour l'industrie agroalimentaire jugé d'intérêt économique local très important.

Comme précédemment, tout nouveau prélèvement doit prendre en compte la préservation des prélèvements industriels existants.

Toutefois, conformément aux priorités retenues, l'Alimentation en Eau Potable (AEP) devient prioritaire en période de crise.

Le bassin du Jet

Sur ce bassin, la priorité va à l'usage pour les piscicultures (restitution des quantités prélevées à proximité immédiate des zones de prélèvement).

Comme précédemment, tout nouveau prélèvement doit prendre en compte la préservation des prélèvements des piscicultures existantes dans la limite des autorisations délivrées.

Toutefois, conformément aux priorités retenues, l'Alimentation en Eau Potable (AEP) devient prioritaire en période de crise.

Le bassin du Mur

Sur le bassin versant du Mur, l'usage de l'eau est prioritairement consacré à l'alimentation en eau potable publique, en particulier celle de la commune de Fouesnant, hors périmètre du bassin versant, à partir de la prise d'eau de Créac'h Quéta sur la commune de Pleuven.

Toute création de nouvelle installation de prélèvement est strictement limitée et subordonnée à une étude démontrant qu'elle ne porte pas atteinte à l'AEP publique.

Le bassin du Corroac'h

Le bassin du Corroac'h ne fait pas l'objet de prélèvement actuellement mais présente un intérêt potentiel pour l'AEP et pour les piscicultures.

L'usage de l'eau est prioritairement consacré à l'alimentation en eau potable publique. Toute création d'établissement piscicole ou de toute autre installation de prélèvement est subordonnée à une étude démontrant qu'elle n'hypothèque pas les possibilités de stockage pour l'AEP, notamment en période d'étiage.

Article 12 - Respect des milieux aquatiques

Le SAGE fixe des objectifs de débit d'étiage des cours d'eau afin de garantir un débit minimal permettant les fonctions biologiques et écologiques des cours d'eau.

Ces objectifs sont définis sur 3 « points nodaux du SAGE » qui figurent à la carte 3 ci-après. La localisation et la description des stations sont indiquées en Annexe 2. Il s'agit de :

- la station Tréodet pour l'Odét (Ergué Gabéric) : point nodal du SDAGE ;
- la station Kervir pour l'Odét en aval de la confluence avec le Jet (Quimper) ;
- la station Ty Planche pour le Steïr (Guengat).

L'Etat, la Région, le Département, les communes et leurs établissements publics concourent par les décisions qu'ils prennent, chacun dans leur domaine de compétence, au respect de ces objectifs.

Les objectifs d'étiage définis à ces stations tiennent compte des prélèvements actuels réalisés au fil de l'eau. Ces objectifs sont les suivants :

	Odet (Tréodet - point SDAGE)	Odet (Kervir)	Steir (Ty Planche)
Objectifs d'étiage			
DOE (m³/s)	0,490	0,790	0,570
DSA (m³/s)	0,350	-	0,400
Rappel des débits caractéristiques			
Q 10 (m³/s)	0,490	0,790	0,370
DMB (m³/s)	-	-	0,200 (à Troheir)
Module (m³/s)	4,910	7,870	3,650
QMNA5 (m³/s)	0,410	1,100	0,340

Avec :

DOE : Débit Objectif d'Etiage

DSA : Débit Seuil d'Alerte

Q 10 : Débit réservé égal à 10% du module

DMB : Débit Minimum Biologique (prise d'eau de Troheir : DMB établi pour la truite fario)

Module : Débit moyen annuel

QMNA5 : Débit Moyen Mensuel minimum de fréquence quinquennale

Les objectifs en période d'étiage sont définis de la manière suivante :

- Le Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) est le débit moyen mensuel au dessus duquel il est considéré qu'à l'aval du point nodal, l'ensemble des usages est possible en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique. Ce débit sert de référence à la police de l'eau et des milieux aquatiques pour accorder les autorisations de prélèvements et de rejets. Cet objectif devra être respecté quatre années sur cinq en moyenne (DOE = somme du débit réservé et des prélèvements actuels autorisés en aval de la station).
- Le Débit Seuil d'Alerte (DSA) est le débit moyen journalier en dessous duquel une des activités utilisatrice d'eau ou une des fonctions du cours d'eau est compromise (DSA = somme du débit minimum biologique et des prélèvements actuels en aval).

Aussi définit-on les situations de crise et les modalités de gestion associées :

- Le DSA définit la période de crise ; dans ce cas, on accepte que le débit laissé dans la rivière baisse à la valeur du DMB ; les premières restrictions sont susceptibles d'être arrêtées par le Préfet ;
- la situation de crise exceptionnelle est atteinte lorsque les débits sont inférieurs au DMB : dans ce cas le Préfet prend des mesures de restriction des usages de l'eau non prioritaires en liaison avec la cellule de crise constituée à cet effet.

Un bilan des situations de crises sera annuellement adressé à la CLE.

Article 13 - Stratégie d'alimentation en eau potable

Toute commune, à l'occasion de la réalisation ou de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, de son POS ou de sa carte communale doit s'assurer que les orientations et les objectifs de son document soient compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité, de quantité et de protection définis par le SDAGE Loire-Bretagne et le présent document (cf. Recommandation 5).

Article 14 - Identification et protection des sites potentiels de stockage

La sécurisation de l'alimentation en eau des collectivités du bassin est une priorité.

A ce titre, il est prescrit la réalisation d'une étude visant à identifier les sites potentiels de stockage. Une attention toute particulière sera apportée aux potentialités des carrières.

Ces sites, comme tous ceux qui seraient identifiés à l'avenir, pourront être préservés de tous travaux, ouvrages, installations et équipements divers nouveaux lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à leur utilisation future potentielle comme ressource en eau.

Recommandation 5 -

Schéma d'alimentation en eau potable

Pour permettre d'appliquer l'article 13, il est recommandé aux communes d'établir un schéma d'alimentation en eau potable afin de déterminer :

- *les besoins en eau à moyen terme (10 ans) en fonction des usages (domestique, agricole, industriel, touristique,...) ;*
- *les ressources nécessaires pour satisfaire les usages futurs ;*
- *les ressources (exploitées ou potentielles) mobilisables à court et moyen terme, en priorité sur le territoire de la commune ou de la structure chargée de l'adduction d'eau, à un coût économique, environnemental et social acceptable ;*
- *les mesures à mettre en œuvre pour préserver les ressources potentielles (prises d'eau, captages, forages), leur protection devant s'imposer sur toute autre activité ou occupation du sol (urbanisation, installations, ouvrages et équipements divers) ;*
- *l'inventaire des forages et captages existants mais non utilisés afin de ne pas hypothéquer leur utilisation potentielle et préserver ainsi la diversité des approvisionnements ;*
- *les infrastructures à réaliser ;*
- *les dispositifs de gestion de crise en cas de sécheresse ;*
- *les économies d'eau réalisables dans les équipements publics.*

Ces schémas devront mettre en évidence leur cohérence avec les stratégies d'approvisionnement définies à des échelles supra-communales lorsqu'elles existent.

Les schémas seront transmis pour information au bureau de la CLE par les communes.

Recommandation 6 -

Recherche de ressources complémentaires pour l'AEP

Afin d'assurer la sécurisation des approvisionnements en eau potable, la recherche de ressources complémentaires peut apparaître nécessaire.

La CLE recommande de conduire en premier lieu les études et prospections sur le territoire de l'unité de production (commune, syndicat).

La CLE recommande que toute ressource jugée exploitable à court, moyen et long terme fasse l'objet de mesures de protection dans les documents d'urbanisme (conservation du caractère naturel du site) afin de ne pas hypothéquer son exploitation future éventuelle.

Recommandation 7 -

Rendements de réseau

La CLE recommande de rechercher et de mettre en œuvre les moyens permettant d'obtenir un rendement de réseau maximal et un indice de perte minimal.

Recommandation 8 -

Harmonisation et centralisation des données

Afin de faciliter le suivi des consommations d'eau, la centralisation des données (format SANDRE à privilégier) et l'analyse prospective des besoins et des ressources, la CLE recommande de rechercher l'harmonisation des outils informatiques de collecte et de traitement des données produites par les différentes structures gestionnaires de l'AEP.

L'observatoire de l'eau prévu par le SAGE pourra assurer la centralisation et le traitement des données.

Recommandation 9 -

Gestion de crise

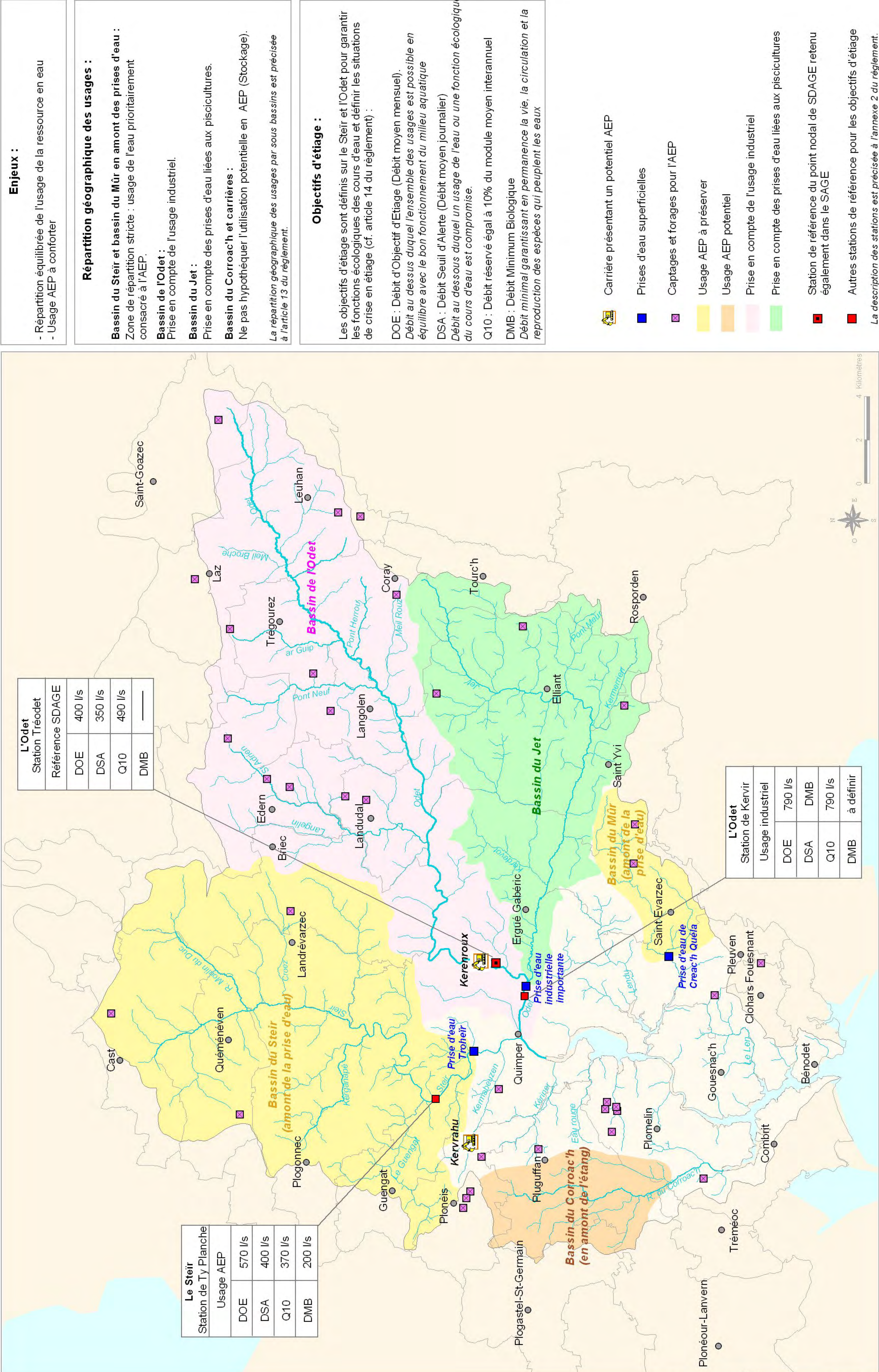
Afin de mieux anticiper et de mieux gérer les crises liées aux difficultés d'AEP, notamment en période de sécheresse, la CLE recommande qu'un état des lieux de la situation soit établi chaque année au mois de juin.

La CLE en informera l'ensemble des collectivités concernées.



Carte 3 - Thème "Besoins et ressources"

Priorité d'usage par sous-bassin et objectifs d'étiage



TITRE V - MILIEUX AQUATIQUES ET ZONES HUMIDES

Article 15 - Définition et inventaire des cours d'eau

La question de la définition d'un cours d'eau est de plus en plus souvent posée, notamment en tête de bassin versant, à l'occasion d'études d'impact ou de contentieux divers liés à la préservation des milieux aquatiques.

L'existence d'un cours d'eau est caractérisée par la réunion d'au moins trois des critères suivants :

- la présence d'un écoulement indépendant des pluies (écoulement après 8 jours de pluviosité inférieure à 10 mm cumulée) ;
- l'existence d'une berge (plus de 10 cm entre le fond et le niveau du sol) ;
- l'existence d'un substrat différencié (sable, gravier, vase,...) notablement distinct du sol des terrains riverains ;
- la présence d'organismes inféodés aux milieux aquatiques (ou de leurs traces) comme les invertébrés benthiques crustacés, mollusques, vers (planaires, achètes), coléoptères aquatiques, trichoptères... et les végétaux aquatiques.

L'inventaire des cours d'eau ainsi définis devra être établi dans chaque commune et coordonné par la structure administrative de bassin. Cet inventaire pourra utilement s'appuyer sur les inventaires des zones humides et du petit chevelu réalisés depuis 2003 dans le cadre du SAGE.

Cet inventaire sera repris dans les documents d'urbanisme (PLU, POS, cartes communales).

Article 16 - Continuité écologique des cours d'eau

Les seuils difficilement ou non franchissables pour les grands migrateurs (saumon, truites, anguilles, lamproies) et les autres espèces piscicoles présentant un enjeu particulier seront équipés de passes à poissons ou effacés. La priorité portera sur le rétablissement de la transparence migratoire des obstacles recensés à la Carte 4 ci-après.

La transparence des ouvrages routiers de franchissement des cours d'eau pour les poissons et mammifères semi-aquatiques contribue fortement à l'équilibre écologique des cours d'eau. Toute construction ou rénovation d'ouvrage routier de franchissement d'un cours d'eau (pont, digue, remblais,...) devra intégrer des aménagements permettant le passage des poissons migrateurs et des loutres.

L'Etat, la Région, le Département, les Communes et leurs établissements publics concourent par les décisions qu'ils prennent, chacun dans leur domaine de compétence, au respect de cet objectif de continuité écologique des cours d'eau.

Article 17 - Protection des zones humides

Les zones humides, telles que définies par l'article L.211-1¹ du code de l'environnement, ont une valeur patrimoniale par la diversité des paysages et des milieux naturels qu'elles proposent. Elles contribuent également au stockage de ressources en eau, à la régulation des crues, à la protection de la qualité des eaux et au pâturage des troupeaux.

La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général (article L.211-1-1 du code de l'environnement). Elles doivent être préservées de toute destruction, en particulier des remblais, des assèchements et des affouillements, sauf exceptions motivées. Dans ce cas là, les mesures compensatoires devront prévoir la restauration et l'entretien d'une zone humide dégradée de valeur au moins équivalente (surface et intérêt patrimonial) dans le périmètre du SAGE.

En application de l'article L.212-3 du code de l'environnement, le SAGE fixe les objectifs généraux de préservation de zones humides de manière à satisfaire aux principes énoncés à l'article L.211-1 précité.

L'Etat, la Région, le Département, les Communes et leurs établissements publics concourent par les décisions qu'ils prennent, chacun dans leur domaine de compétence, au respect de cet objectif.

La carte 4 ci-jointe répertorie les principales zones humides recensées sur le bassin. Toutes les communes du bassin versant devront réaliser l'inventaire des zones humides sur leur territoire.

Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, POS, cartes communales) devront être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE (articles L.122-1, L.123-1 et L.124-2 du code de l'urbanisme). Les zones inventoriées seront présentées dans les documents et leur protection sera explicitement énoncée.

En ce qui concerne plus particulièrement les PLU, le plan d'aménagement et de développement durable intégrera la protection des zones humides du territoire concerné. Les éléments de cet inventaire figureront dans le document graphique, le rapport de présentation et le plan réglementaire.

Les dispositions générales du règlement comporteront un article spécifique rappelant que : « les zones humides sont représentées sur le règlement graphique par une trame spécifique et qu'en application de l'article L.212-3 du code de l'environnement, toute occupation ou utilisation du sol, ainsi que tout aménagement même extérieur à la zone, susceptible de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et

¹ **Art. L.211-1 du code de l'environnement** - (extrait) : on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

biologique des zones humides est strictement interdit, notamment, les remblais, les déblais, les drainages, ... ».

Le règlement devra insérer la formule suivante : « Les dispositions du présent règlement s'appliquent sans préjudice des obligations résultant du code de l'environnement et de ses textes d'applications, en ce qui concerne notamment les installations, ouvrages, travaux et aménagements divers ».

Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable du PLU mentionnera les enjeux de préservation des zones humides.

Recommandation 10 - Inventaire des cours d'eau et des zones humides

Pour réaliser l'inventaire des cours d'eau et des zones humides défini par l'article 15 et 17, si possible dans les 3 ans après approbation du SAGE, il est suggéré d'établir des groupes de travail dans chaque commune.

Recommandation 11 - Aménagement de berge et protection du caractère naturel du cours d'eau

Afin de préserver le caractère naturel des cours d'eau ainsi que leur équilibre hydrodynamique, la CLE recommande que toute opération d'aménagement des berges (lutte contre l'érosion), privilégie l'emploi de méthodes douces, notamment végétales ou mixtes (végétales et minérales).

L'utilisation d'autres techniques (enrochements, recalibrage...) devra être justifiée.

Recommandation 12 - Plantations de berges

Des plantations inadaptées effectuées en bordure de cours d'eau peuvent porter atteinte aux berges et générer des embâcles.

Afin de réduire ces dommages, la CLE recommande que toute nouvelle plantation de peupliers ou de résineux respecte une distance minimale de 5 mètres par rapport au cours d'eau.

Sur les berges, des essences telles que le frêne, l'aulne, le chêne ou le saule seront privilégiées.

Recommandation 13 - Espèces invasives et risques de dissémination d'espèces indésirables

La CLE recommande l'établissement d'une liste des espèces indésirables présentant un risque de déséquilibre écologique sur le bassin, cette action étant suivie d'une information auprès de la population.

La CLE rappelle que tout lâcher d'espèces animale et végétale exogènes est à proscrire.

Recommandation 14 - Gestion piscicole patrimoniale

La CLE recommande de privilégier une gestion piscicole des rivières de type patrimoniale (favoriser les conditions naturelles de reproduction des poissons) afin de tendre vers un équilibre entre les peuplements et leurs milieux sans recourir à des lâchers de juvéniles.

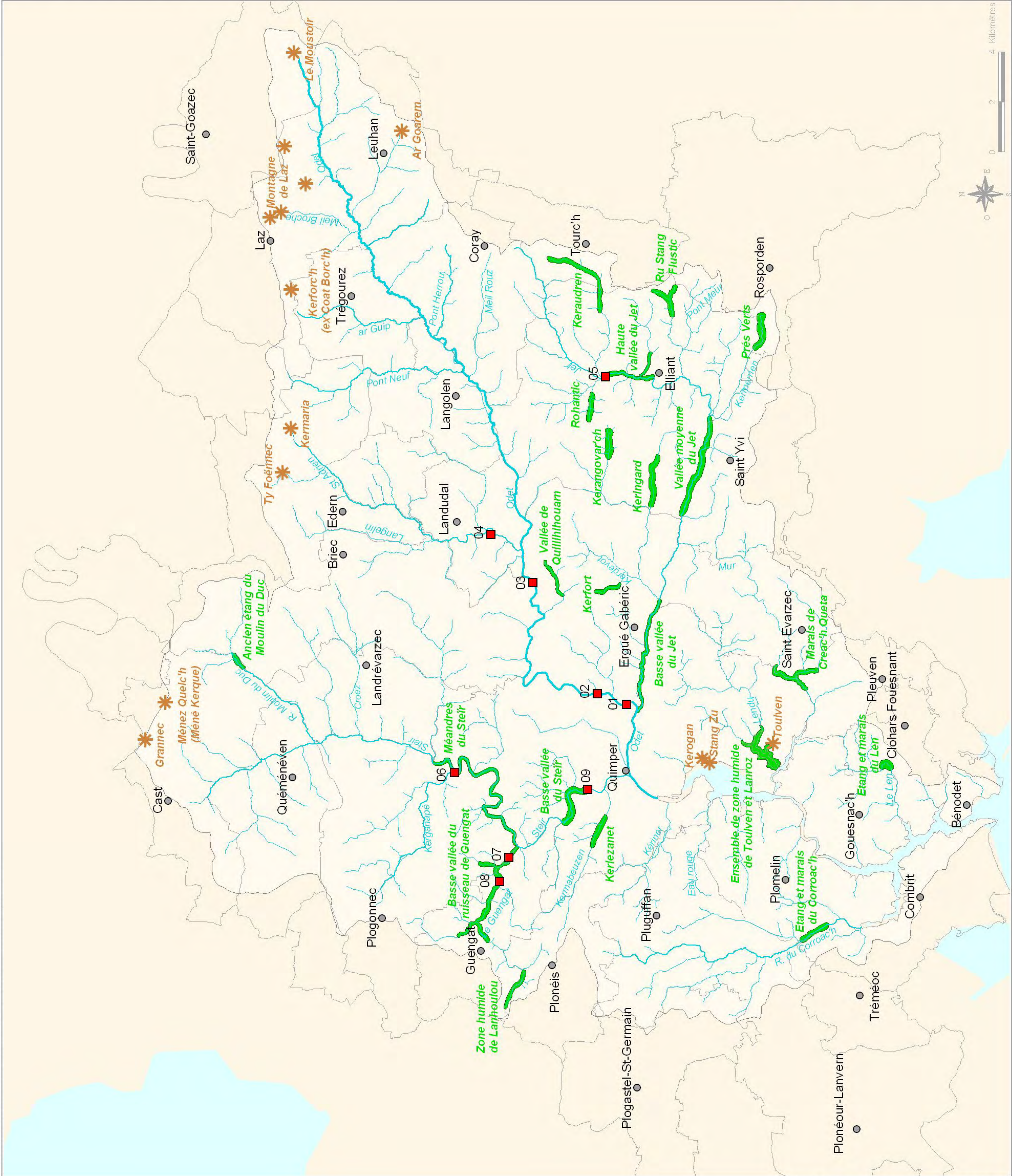
La CLE rappelle que les repeuplements ne peuvent être réalisés qu'à partir de poissons venant de zones indemnes de maladies réputées contagieuses conformément aux réglementations sanitaires en vigueur.



Carte 4 - Thème "Milieux aquatiques"

Zones humides d'intérêt environnemental et obstacles à la libre circulation des poissons

- Obstacles importants pour les poissons migrateurs :**
- 01 - Saint-Denis
 - 02 - Penhoat
 - 03 - Barrage Bolloré
 - 04 - Kerolven
 - 05 - Moulin du Duc
 - 06 - Ster ar Hoat
 - 07 - Toull Trinc
 - 08 - Saint-Alouarn
 - 09 - Prateyer (Moulin vert)



Pour plus de détails, se reporter aux travaux disponibles auprès du SIVALODET :

- Nord du bassin : Inventaire départemental des tourbières (1994 - actualisé en 2003)
- Sud du bassin : les zones humides du sud du bassin de l'Odet (1998)
- Inventaire des zones humides et du petit chevelu des cours d'eau du bassin (2003 - 2007)

TITRE VI - ESTUAIRE

Article 18 - Zonage des activités de l'estuaire

Afin de faciliter la conciliation des usages de l'estuaire, un zonage des activités est établi afin d'identifier des priorités. La carte 5 jointe ci-après présente une proposition de zonage. Ces limites devront être précisées particulièrement dans le secteur du port du Corniguel.

Chenal de navigation

Ce zonage ne remet pas en cause le chenal de navigation.

La sécurité de la navigation dans le chenal fera l'objet d'une concertation entre usagers afin de convenir des règles communes à établir pour réduire les risques d'accident liés à la forte fréquentation de cet espace par des embarcations de tout type.

Les services de l'Etat assureront la conduite de cette concertation.

Toutefois, les propositions issues de la concertation (suggestions d'adaptation réglementaire, supports d'information à l'intention des usagers et du public, charte de bonne conduite des structures associatives et sportives locales du nautisme...) ne prévalent pas sur les pouvoirs de réglementation des préfets maritime ou terrestre.

Zone portuaire industrielle (ZPI)

Sur le port du Corniguel, le développement ou l'installation d'établissements, notamment industriels, liés à l'activité portuaire, sont considérés prioritaires sur toute autre activité.

Dans la limite du port du Corniguel, qui englobe une partie de la baie de Kerogan, la priorité à la navigation de commerce est réaffirmée.

Zone portuaire de plaisance, de tourisme et de pêche (ZPP)

Dans la zone comprise entre la limite transversale de la mer et le Pont de Cornouaille inclus, les aménagements portuaires liés à la plaisance, au tourisme et à la pêche sont considérées comme prioritaires.

Des aménagements d'intérêt général pourront également être autorisés dans cette zone.

Ceux-ci ne devront cependant pas perturber les écosystèmes aquatiques ni entraver le passage des espèces de poissons migrateurs ainsi que la fréquentation de l'estuaire par les espèces animales marines.

Cet article ne remet toutefois pas en cause l'exercice de la pêche professionnelle sur l'estuaire jusqu'à la limite de salure des eaux à Quimper (pont du palais de justice), dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur ou issues des décisions de l'organisation professionnelle de pêche.

Zone de sports nautiques (ZSN)

A l'exclusion de la zone portuaire du Corniguel, les activités nautiques sont considérées prioritaires dans la zone comprise entre la limite de salure des eaux à Quimper et la limite sud du remblai de la station d'épuration de Quimper.

Zone naturelle (ZN)

La priorité est accordée aux espaces naturels et à l'usage des espaces naturels par les activités de pêches et de loisirs entre la pointe de Beg ar Polhoat à Plomelin et le Pont de Cornouaille exclu ainsi que dans l'anse de Penfoul.

Dans cette zone, tous travaux, ouvrages, installations ou équipements devront être limités et respecter le caractère naturel de la zone.

Zone naturelle renforcée (ZNR)

La priorité est accordée aux espaces naturels et à la préservation de l'avifaune (zones de nidification et d'hivernage). La préservation de l'intégrité physique de ces zones est absolument nécessaire.

Ces zones sont les suivantes :

- la baie de Kerogan, entre la limite sud du remblai de la station d'épuration de Quimper et la pointe de Beg ar Polhoat à Plomelin,
- l'Ile aux Rats située en amont de la baie de Kerogan,
- les anses de Saint Cadou et de Toulven, entre la pointe de Saint Cadou et la route départementale 34,
- l'anse de Combrit,
- l'anse de Kerandraon.

Des aménagements ponctuels, légers et discrets (sentiers de promenade) peuvent être envisagés afin de permettre la découverte des sites et l'accès aux rives, dans le respect des espèces d'oiseaux fréquentant ces sites.

Dans ces zones, l'usage de moyens nautiques doit être strictement limité aux embarcations dépourvues de moteurs. Cette interdiction ne s'applique pas à la circulation dans le chenal de la baie de Kerogan et ne concerne pas la circulation des unités de l'Etat ou des collectivités dans l'exercice de missions de secours et d'intérêt public.

Article 19 - Commission estuaire et aménagements

Une commission de l'estuaire est créée par la CLE dans l'année suivant l'approbation du SAGE. Elle rassemble les représentants des collectivités, administrations et usagers de l'estuaire. Elle a vocation à préserver la conciliation des différents usages de l'estuaire dans le respect du milieu naturel.

La commission estuaire sera saisie par la CLE, pour avis, de tout projet de travaux, ouvrages, installations ou équipements susceptibles de modifier l'état physique de l'estuaire (domaine public fluvial et rives naturelles de l'estuaire), de porter atteinte au milieu naturel, de modifier l'équilibre des usages de l'estuaire ou de générer des problèmes de sécurité pour la navigation.

Article 20 - Classement administratif du gisement du Perennou

Le gisement d'huîtres plates du Perennou, situé entre les communes de Plomelin et Gouesnac'h, doit être préservé de toute activité, travaux, ouvrages, installations et équipements divers susceptibles de porter atteinte à sa pérennité ainsi qu'à son exploitation économique future.

La CLE veillera à ce que le classement administratif du gisement et le règlement d'exploitation soient pris dans un délai proche.

Article 21 - Ports et pollutions

Extensions portuaires

Toute extension portuaire est subordonnée à la réalisation des équipements nécessaires à la lutte contre les pollutions générées par le nombre de navires accueillis (sanitaires, aires de carénage, stations de pompage des eaux usées, poubelles).

Règlement des ports

Le règlement des ports de plaisance intégrera l'obligation, pour les usagers du port d'utiliser les installations portuaires destinées à lutter contre la pollution de l'eau (sanitaires, aires de carénage, station de collecte des eaux usées, poubelles).

Article 22 - Zones de mouillage

Hors des ports de plaisance de Bénodet et Sainte-Marine, les zones de mouillages doivent être organisées de manière à ne pas entraver l'exercice des autres usages de l'estuaire (dragage du banc d'huître, pêche) et de manière à préserver les sites naturels et les paysages de l'estuaire.

Recommandation 15 -

Vers une gestion environnementale intégrée des ports de plaisance

La CLE recommande aux gestionnaires et exploitants des ports de plaisance d'adopter une démarche de management environnemental destinée à mieux gérer et exploiter les ports de plaisance dans le cadre d'un développement durable :

- optimiser les rapports coûts / efficacité de la gestion des aspects environnementaux au sein du port et des activités nautiques en s'imposant un suivi et une recherche d'amélioration ;*
- donner aux usagers une image de qualité et de respect de l'environnement ;*
- apporter aux interlocuteurs administratifs la preuve que le port gère ses impacts environnementaux et assure le suivi et l'application de la réglementation.*

Recommandation 16 -

Classement des zones naturelles renforcées

La CLE recommande que les secteurs des zones naturelles renforcées présentant des enjeux particuliers soient protégées par la prise d'un arrêté de protection de biotope ou tout autre classement réglementaire et fassent l'objet de mesures de gestion appropriées.

ANNEXES

Annexe 1 - Stations du réseau nodal « qualité » du SAGE

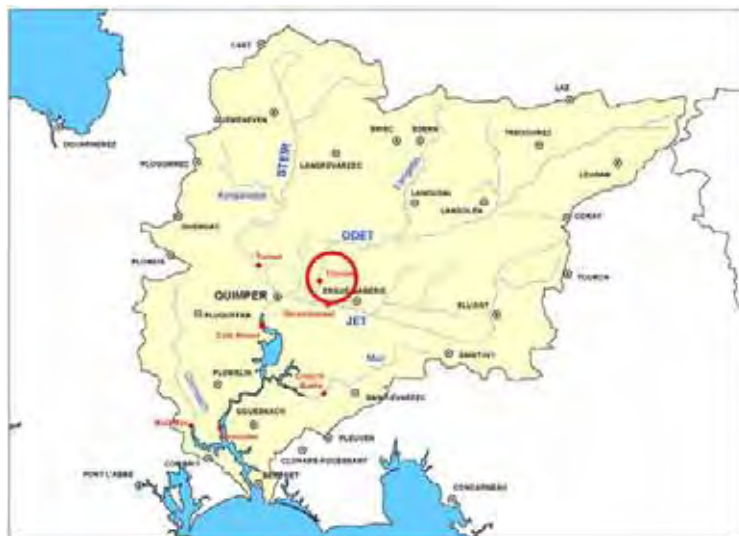
Annexe 2 - Stations du réseau nodal « quantité » du SAGE

Annexe 1 - Stations du réseau nodal « qualité » du SAGE

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ODET à QUIMPER (Tréodet)



LOCALISATION	
Commune :	QUIMPER
Localisation précise :	Aval du pont de la N165 – Quimper Nord, en limite avec Ergué-Gabéric
Code hydrographique :	J421019A
Code station :	182 000
Coordonnées Lambert II étendu :	X =122.915 Y = 2353,505
Maîtrise d'ouvrage :	AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE
ENJEU	
Point nodal SAGE sur l'Odet et Point Nodal SDAGE Loire Bretagne <i>Enjeu Milieux aquatiques</i>	

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois	28 mg/l
NO2	X	1 analyse / mois	0,03 mg/l
NH4	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
PO4	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
COD	X	1 analyse / mois	4 mg/l
E. Coli	X	1 analyse / mois *	/
IBGN	X	1 analyse / 3 ans	16
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

* pas d'objectif pour E. Coli, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE STEIR à QUIMPER (Troheïr)



LOCALISATION		
Commune :	QUIMPER	
Localisation précise :	Amont de la prise d'eau de Quimper. Au niveau du pont en aval du moulin de Troheïr, RD	
Code hydrographique :	J431030A	
Code station :	Pt 80	
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 118.484	Y = 2354.780
Maîtrise d'ouvrage :	SIVOMEAQ	
ENJEU		
Point nodal SAGE sur le Steïr <i>Enjeux Milieux aquatiques et AEP</i>		

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois	32 mg/l
NO2	X	1 analyse / mois	0,03 mg/l
NH4	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
PO4	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
COD	X	1 analyse / mois *	4 mg/l
E. Coli	X	1 analyse / mois	/
IBGN	X	1 analyse / 3 ans	16
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

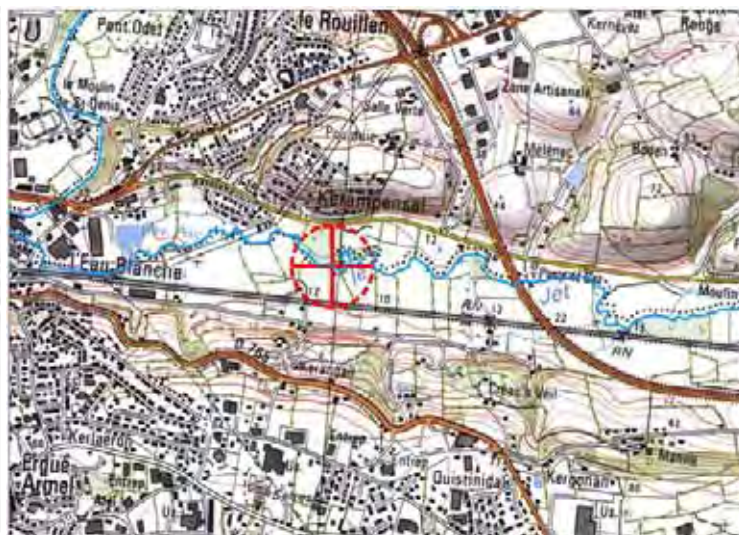
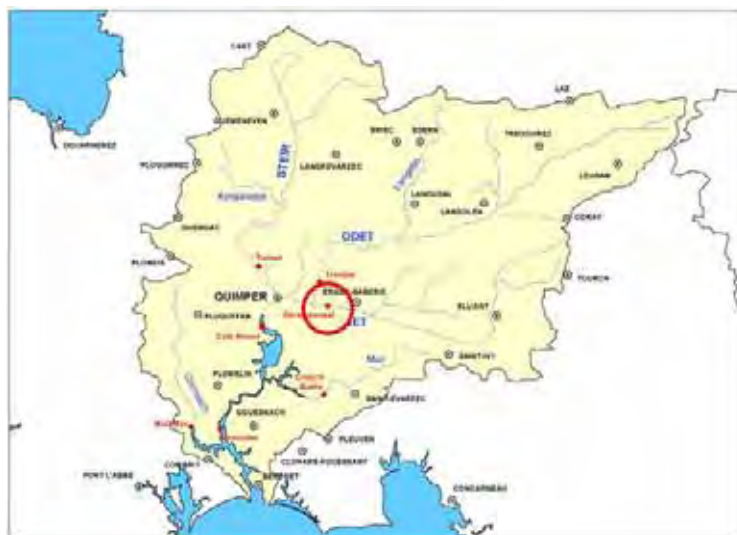
* pas d'objectif pour E. Coli, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE JET à QUIMPER (Kérampensal)



LOCALISATION		
Commune :	QUIMPER	
Localisation précise :	Chemin au niveau de la D115, après la N165 dans la direction de Quimper - RG	
Code hydrographique :	J422400A	
Code station :	Pt 12	
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 123.509	Y = 2351.981
Maîtrise d'ouvrage :	SIVALODET	
ENJEU		
Point nodal SAGE sur le Jet		
Enjeu Milieux aquatiques		

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois	35 mg/l
NO2	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
NH4	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
PO4	X	1 analyse / mois	0,5 mg/l
COD	X	1 analyse / mois *	5 mg/l
E. Coli	X	1 analyse / mois	/
IBGN	X	1 analyse / 3 ans	16
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

* pas d'objectif pour E. Coli, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE MUR-ST CADOU à QUIMPER (Creac'h Queta)



LOCALISATION	
Commune :	QUIMPER
Localisation précise :	Moulin de Creac'h Queta. Limite Pleuven RD – aval de la route
Code hydrographique :	J44A400A
Code station :	Pt 13
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 123.240 Y = 2345.608
Maîtrise d'ouvrage :	SIVALODET
ENJEU	
Point nodal SAGE sur le ruisseau du Mur – St Cadou <i>Enjeux Milieux aquatiques et AEP</i>	

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois	20 mg/l
NO2	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
NH4	X	1 analyse / mois	0,5 mg/l
PO4	X	1 analyse / mois	0,5 mg/l
COD	X	1 analyse / mois *	7 mg/l
E. Coli	X	1 analyse / mois	/
IBGN	X	1 analyse / 3 ans	16
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

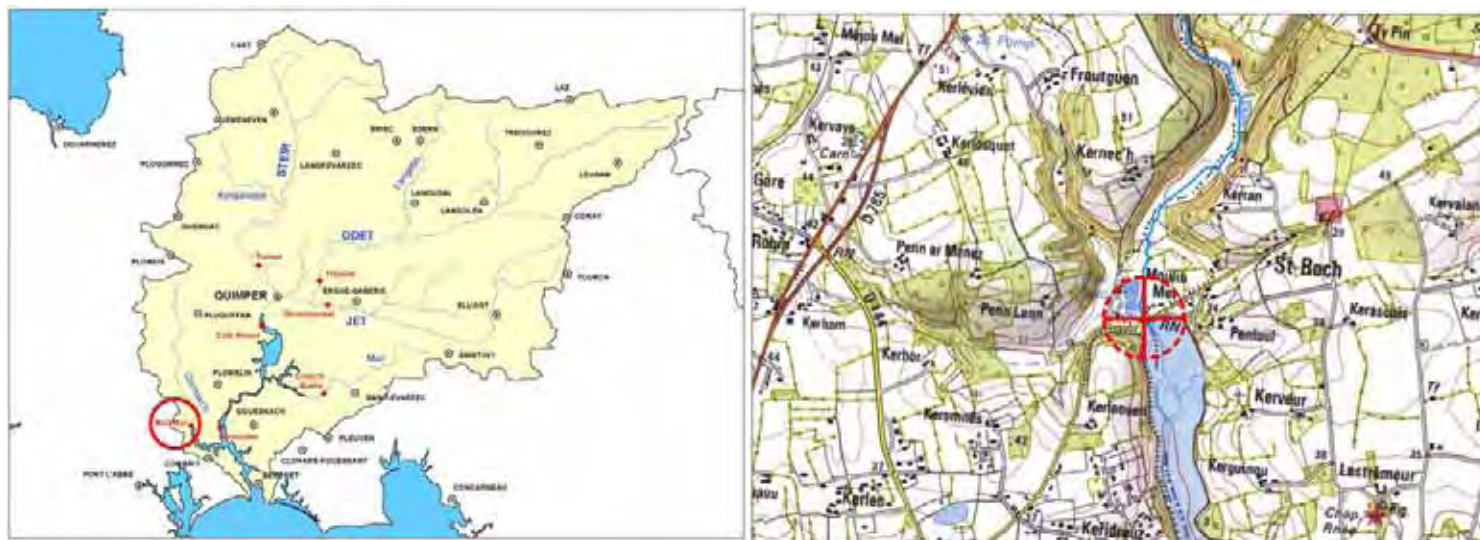
* pas d'objectif pour E. Coli, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE CORROAC'H à PLOMELIN (Meil Mor)



LOCALISATION	
Commune :	PLOMELIN
Localisation précise :	Aval pisciculture Moulin Mer – en amont du pont de la route des châteaux.
Code hydrographique :	J442490A
Code station :	Pt 14
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 113.641 Y = 2343.295
Maîtrise d'ouvrage :	SIVALODET
ENJEU	
Point nodal SAGE sur le ruisseau du Corroac'h <i>Enjeux Milieux aquatiques et AEP</i>	

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois	32 mg/l
NO2	X	1 analyse / mois	0,1 mg/l
NH4	X	1 analyse / mois	0,5 mg/l
PO4	X	1 analyse / mois	0,5 mg/l
COD	X	1 analyse / mois *	7 mg/l
E. Coli	X	1 analyse / mois	/
IBGN	X	1 analyse / 3 ans	16
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

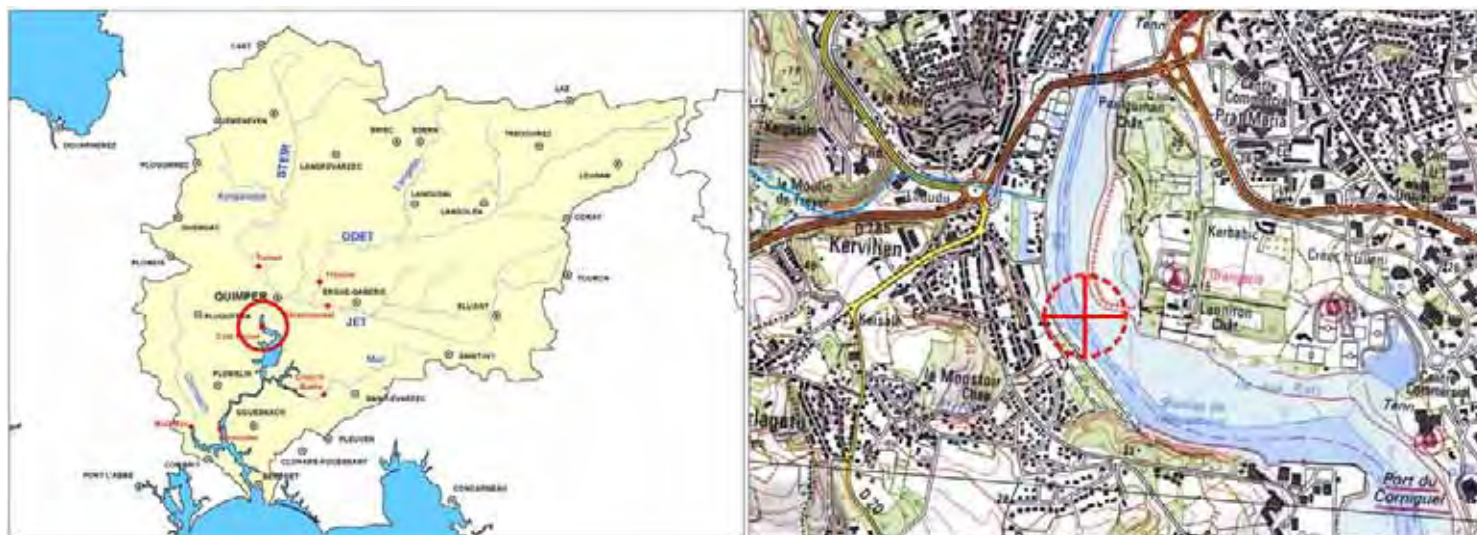
* pas d'objectif pour E. Coli, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ESTUAIRE DE L'ODET à QUIMPER (Cale Neuve)



LOCALISATION		
Commune :	QUIMPER	
Localisation précise :	En aval du pont de Poulquinan. En face du quartier de Kervilien.	
Code hydrographique :	J440019A	
Code station :	Pt 15	
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 118.706	Y = 2350.470
Maîtrise d'ouvrage :	SIVALODET	
ENJEU		
Point nodal SAGE sur la partie amont de l'estuaire <i>Enjeux Milieux aquatiques et Loisirs nautiques</i>		

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois *	/
NO2	X	1 analyse / mois *	/
NH4	X	1 analyse / mois *	/
PO4	X	1 analyse / mois *	/
E. Coli (eau)	X	1 analyse / mois	2 000 u/100 ml
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

* pas d'objectif, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI DE LA QUALITE DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ESTUAIRE DE L'ODET à PLOMELIN (Kérouzien)



LOCALISATION	
Commune :	PLOMELIN
Localisation précise :	Pors Keraign le Perennou, face au château de Kérouzien. Amont confluence J422480A.
Code hydrographique :	J442019A
Code station :	Pt 18
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 115.581 Y = 2343.130
Maîtrise d'ouvrage :	SIVALODET
ENJEU	
Point nodal SAGE sur la partie aval de l'estuaire <i>Enjeux Milieux aquatiques et Usages littoraux dont conchyliculture</i>	

PARAMETRES SUIVIS ET OBJECTIFS DE QUALITE (à atteindre pour 2015)

Paramètres analysés		Fréquence	Objectifs de qualité (V90)
NO3	X	1 analyse / mois *	/
NO2	X	1 analyse / mois *	/
NH4	X	1 analyse / mois *	/
PO4	X	1 analyse / mois *	/
E. Coli (eau)	X	1 analyse / mois	2 000 u/100 ml
E. Coli (coquillages)	X	1 analyse / mois	4600 u/100 ml (Classe B)
Métaux lourds (coquillages)	X	1 analyse / an	Pb≤1,5 ; Cd≤1 ; Hg≤0,5 (mg/kg) (Classe B)
Pesticides totaux	X	1 analyse / mois **	0,5 µg/l

* pas d'objectif, mais analyse du paramètre pour connaissance générale

** la fréquence dépendra des molécules analysées

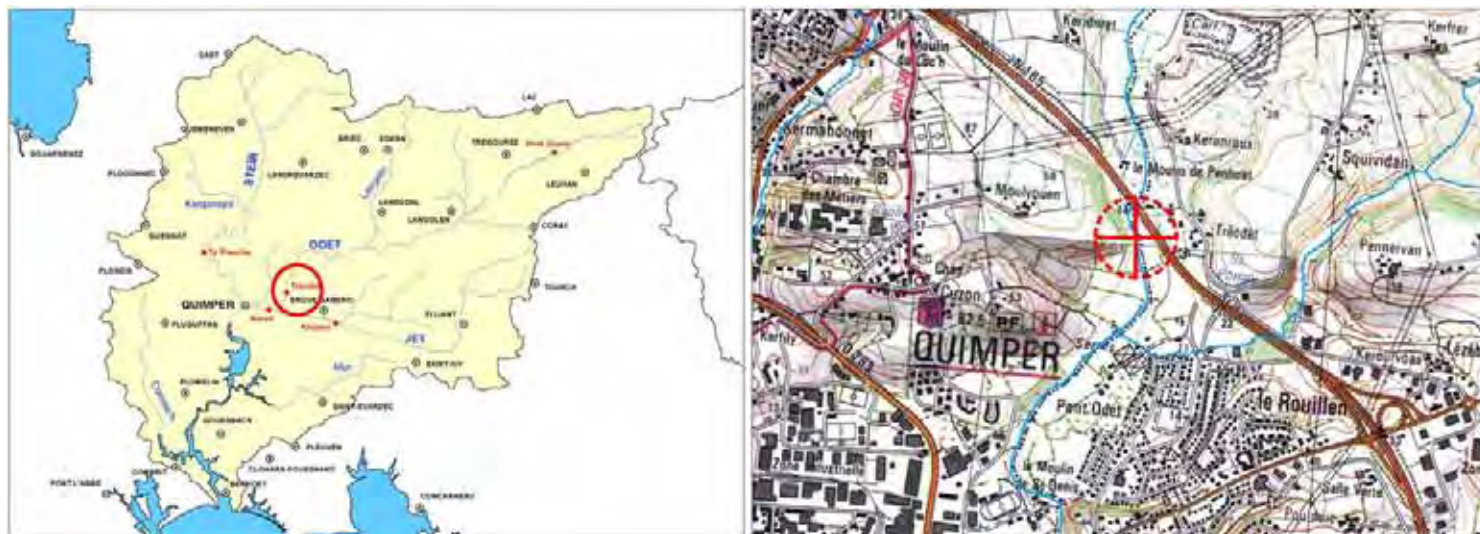
Annexe 2 - Stations du réseau nodal « quantité » du SAGE

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ODET à ERGUE-GABERIC (Tréodet)

DESCRIPTION DE LA STATION



LOCALISATION	
Commune :	ERGUE GABERIC
Code station :	J4211910
Bassin versant topographique	205 km ²
Date de mise en service	01/12/1953
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 122,920 Y = 2353,540
Producteur	DIREN Bretagne
ENJEU	
Point nodal SDAGE sur l'Odet pour le suivi des objectifs d'étiage Hydrométrie générale et annonce de crue	

DONNEES HYDROLOGIQUES DE SYNTHESE (1969-2005)

(INTERVALLE DE CONFIANCE : 95%)

SOURCE : BANQUE HYDRO

DEBITS CARACTERISTIQUES

Q moy	(Débit moyen interannuel)	4,91 m ³ /s
Q hum 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale humide)	6,10 m ³ /s
Q sec 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale sèche)	3,70 m ³ /s
QMNA5	(Débit moyen mensuel minimum de fréquence quinquennale)	0,41 m ³ /s

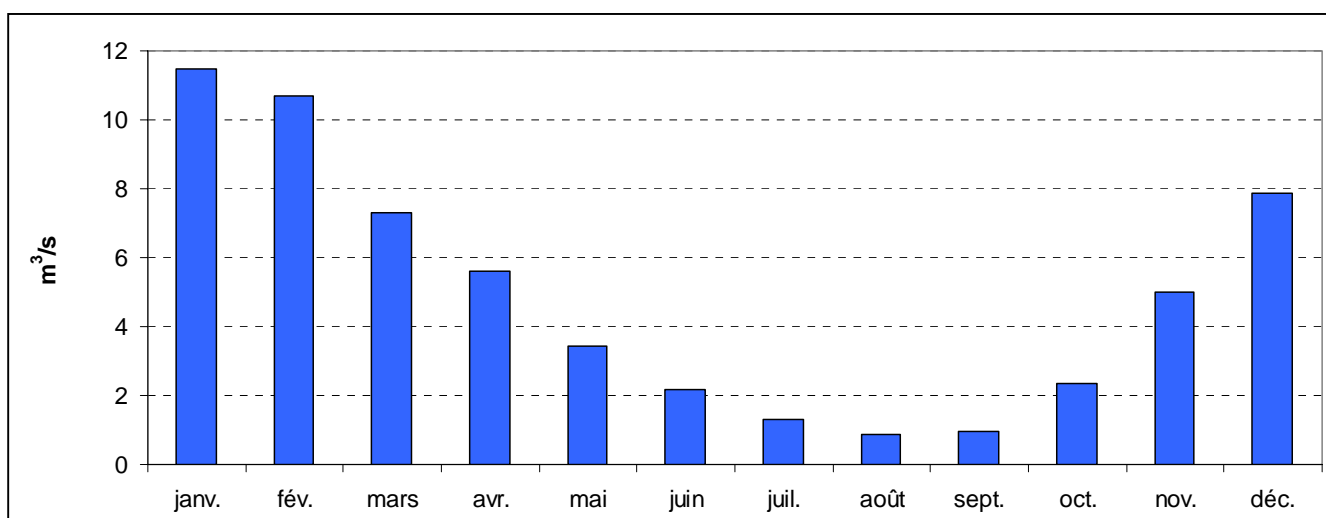
Données calculées sur 37 ans

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ODET à ERGUE-GABERIC (Tréodet)

DEBITS MOYENS MENSUELS SUR 37 ANS



Ecoulements mensuels (naturels)

donnees calculees sur 37 ans

	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
debits (m³/s)	11.5	10.7	7.29	5.62	3.45	2.17	1.32	0.881	0.969	2.35	5	7.89

DEBITS CLASSES (DONNEES CALCULEES SUR 12 870 JOURS)

fréquence	debit (m³/s)
99%	27.5
98%	22.7
95%	16.3
90%	11.9
80%	7.85
70%	5.69
60%	4.05
50%	2.82
40%	1.99
30%	1.35
20%	0.925
10%	0.595
5%	0.442
2%	0.345
1%	0.226

(Fréquence de non occurrence pour des débits journaliers)

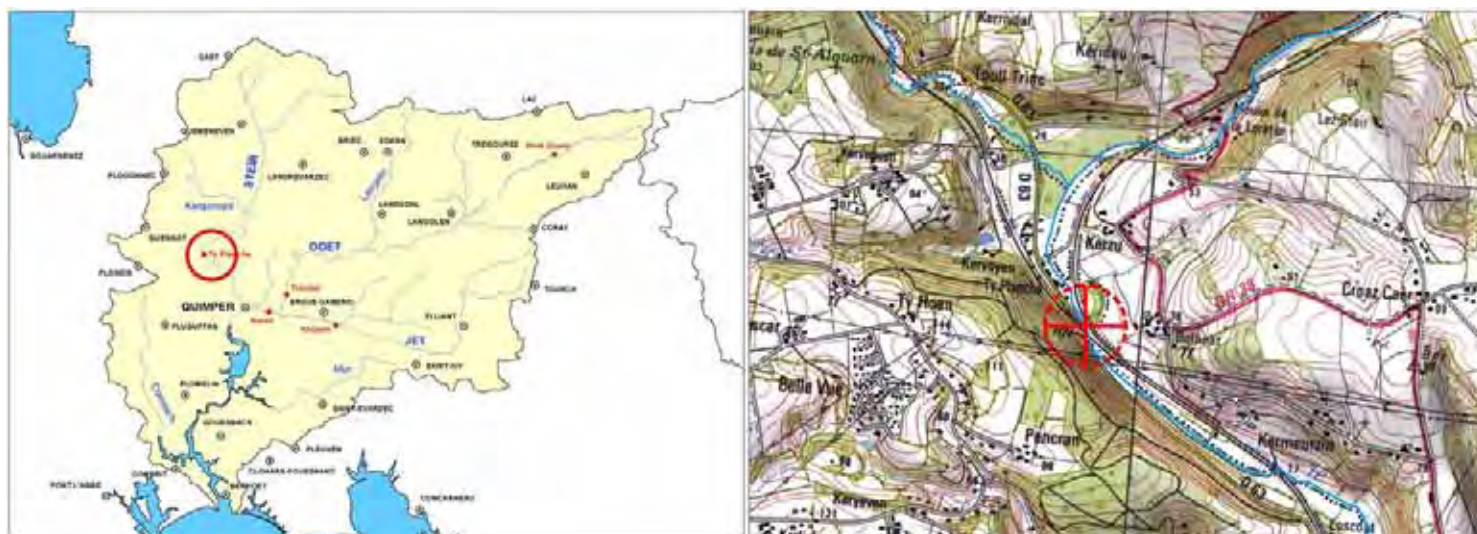
Exemple : 99% des débits moyens journaliers relevés sur la période considérée (37 ans) sont inférieurs à 27,5 m³/s ; ainsi, sur une année, on aura en moyenne environ 4 jours où les débits moyens journaliers dépassent 27,5 m³/s.

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE STEIR à GUENGAT (Ty Planche)

DESCRIPTION DE LA STATION



LOCALISATION		
Commune :	GUENGAT	
Code station :	J4313010	
Bassin versant topographique	179 km ²	
Date de mise en service	01/11/1975	
Coordonnées Lambert II étendu :	X =116,946	Y = 2356,370
Producteur	DIREN Bretagne	
ENJEU		
Point nodal SAGE sur l'Odet pour le suivi des objectifs d'étiage <i>Hydrométrie générale et annonce de crue</i>		

DONNEES HYDROLOGIQUES DE SYNTHESE (1976-2005)

(INTERVALLE DE CONFIANCE : 95%)

SOURCE : BANQUE HYDRO

DEBITS CARACTERISTIQUES

Q moy	(Débit moyen interannuel)	3,65 m ³ /s
Q hum 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale humide)	4,5 m ³ /s
Q sec 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale sèche)	2,9 m ³ /s
QMNA5	(Débit moyen mensuel minimum de fréquence quinquennale)	0,34 m ³ /s

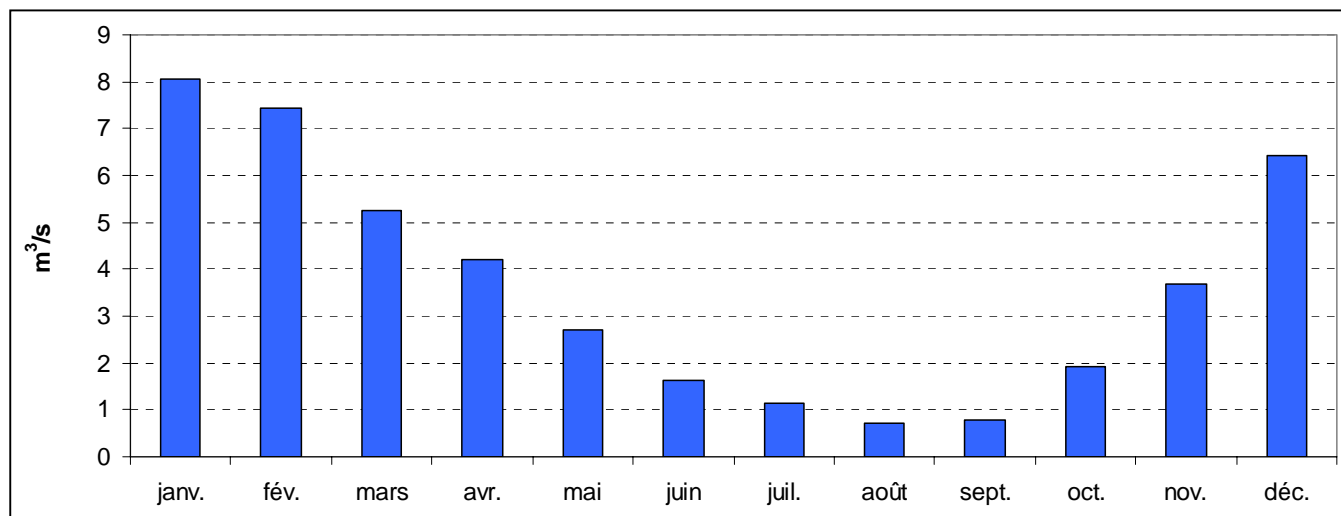
Données calculées sur 30 ans

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



LE STEIR à GUENGAT (Ty Planche)

DEBITS MOYENS MENSUELS SUR 30 ANS



Ecoulements mensuels (naturels)

donnees calculees sur 30 ans

	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
debits (m ³ /s)	8.07	7.44	5.24	4.2	2.7	1.64	1.15	0.707	0.777	1.94	3.7	6.44

DEBITS CLASSES (DONNEES CALCULEES SUR 10 724 JOURS)

fréquence	debit (m ³ /s)
99%	27.5
98%	22.7
95%	16.3
90%	11.9
80%	7.85
70%	5.69
60%	4.05
50%	2.82
40%	1.99
30%	1.35
20%	0.925
10%	0.595
5%	0.442
2%	0.345
1%	0.226

(Fréquence de non occurrence pour des débits journaliers)

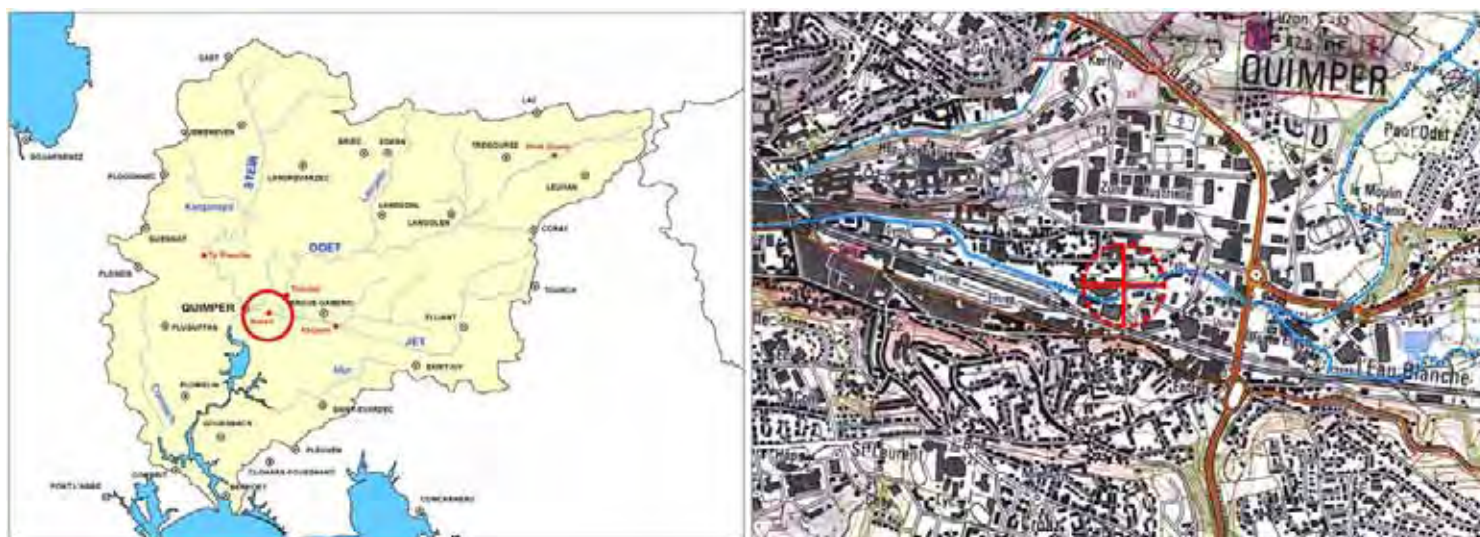
Exemple : 99% des débits moyens journaliers relevés sur la période considérée (30 ans) sont inférieurs à 19,2 m³/s ; ainsi, sur une année, on aura en moyenne environ 4 jours où les débits moyens journaliers dépassent 19,2 m³/s.

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ODET à QUIMPER (Kervir)

DESCRIPTION DE LA STATION



LOCALISATION		
Commune :	QUIMPER	
Code station :	J4211915	
Bassin versant topographique	329 km ²	
Date de mise en service	01/12/1991	
Coordonnées Lambert II étendu :	X = 121,630	Y = 2352,310
Producteur	DDE Finistère	
ENJEU		
Point nodal SAGE sur l'Odet pour le suivi des objectifs d'étiage <i>Hydrométrie générale et annonce de crue</i>		

DONNEES HYDROLOGIQUES DE SYNTHESE (1991-2005)

(INTERVALLE DE CONFIANCE : 95%)

SOURCE : BANQUE HYDRO

DEBITS CARACTERISTIQUES

Q moy	(Débit moyen interannuel)	7,87 m ³ /s
Q hum 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale humide)	9,70 m ³ /s
Q sec 5 ans	(Débit moyen d'année quinquennale sèche)	6,20 m ³ /s
QMNA5	(Débit moyen mensuel minimum de fréquence quinquennale)	1,10 m ³ /s

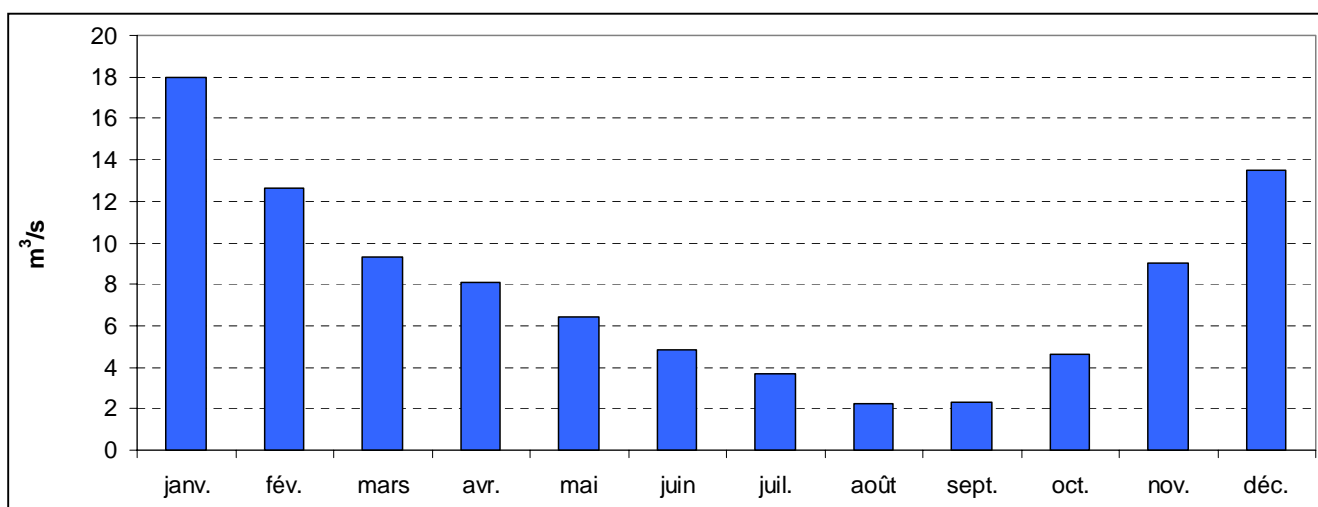
Données calculées sur 14 ans

POINT NODAL DU SAGE POUR LE SUIVI QUANTITATIF DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'ODET



L'ODET à QUIMPER (Kervir)

DEBITS MOYENS MENSUELS SUR 14 ANS



Ecoulements mensuels (naturels)

donnees calculees sur 14 ans

	janv.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
debits (m³/s)	18	12.6	9.28	8.12	6.45	4.84	3.66	2.25	2.3	4.59	9	13.5

DEBITS CLASSES (DONNEES CALCULEES SUR 5 138 JOURS)

fréquence	debit (m³/s)
99%	38.3
98%	32
95%	23.1
90%	17.1
80%	11.7
70%	8.47
60%	6.48
50%	5.22
40%	4.19
30%	3.31
20%	2.45
10%	1.71
5%	1.25
2%	0.869
1%	0.679

(Fréquence de non occurrence pour des débits journaliers)

Exemple : 99% des débits moyens journaliers relevés sur la période considérée (14 ans) sont inférieurs à 38,3 m³/s ; ainsi, sur une année, on aura en moyenne environ 4 jours où les débits moyens journaliers dépassent 38,3 m³/s.